

mination purement « pratique » de la morale, sur la primauté de la « personne » et sur l'idée régulatrice des Droits de l'Homme comme « devoirs envers tous les hommes ». Réfléchissant et adaptant à son propos les thèses de Lévinas, l'anthropologie du sens commun, la pragmatique transcendantale et la théorie de l'agir communicationnel de Apel et Habermas, il pose que la société doit être une « communauté médiatrice d'universalité ». A la manière de Pascal, il s'agit d'un pari « raisonnable » sur l'homme, « humanisme héroïque », « catholicité retrouvée » en dépit du « dégoût de l'humain », qui réhabilite l'exigence d'universel dans le cadre d'un légalisme éthique hérité de Kant. Le sujet, par ses implications, est grave et l'on doit souligner à la fois l'exigence de l'auteur et la sensible qualité de l'argumentation philosophique. Il n'empêche. La critique radicale des postures (impostures) antiracistes habituelles se situe au plan phénoménal, alors que l'issue, aussi problématique qu'asymétrique, à la double aliénation du racisme et de son contre-modèle, opère dans la sphère métaphysique. Il faut vivre selon P. Taguieff, « comme si » Dieu fondait le sens de notre existence ! Ce vœu « pieux » d'accorder enfin les *fins* de l'Homme aux moyens disponibles dans l'espace social des intersubjectivités n'aura pas l'agrément nécessaire des antiracistes qui luttent concrètement pour plus de tolérance entre les hommes. Ils sont invités pourtant, même dans le cadre d'une « morale provisoire », et malgré l'urgence des situations, à réviser leurs images et leurs jugements. Il faut, dit P. Taguieff, et chacun s'en convainc, insupporter l'insupportable. Mais l'erreur n'est-elle pas de considérer que par tradition spécifique de la modernité, « l'antiracisme est d'abord une affaire d'intellectuels ». Parions un seul instant que ce soit, en conscience, une affaire d'honnête homme.

Claude BLANCKAERT.

GÉOGRAPHIE

Claude NICOLET, *L'Inventaire du monde. Géographie et politique aux origines de l'Empire romain*. Paris, Fayard, 1988. 14 × 22, 345 p., ill., index, bibliogr.

Comment les Romains se représentaient-ils la Terre et, sur celle-ci, la portion dont ils avaient acquis la domination ? Telle est la question centrale à laquelle répond le livre de C. Nicolet. Mais elle en entraîne d'autres : dans quel but représentaient-ils l'une et l'autre ? Sur quelles connaissances astronomiques et géo-

graphiques ces représentations se fondaient-elles ? Qui prenait l'initiative de les faire élaborer et exposer ? Enfin, à quel moment (c'est-à-dire dans quel contexte social, économique, administratif) ces représentations sont-elles apparues ?

Un chapitre synthétique (chap. III) rappelle l'existence de deux traditions géographiques dans l'Antiquité grecque et romaine : celle des « périple », récits parfois accompagnés de cartes, dus à des voyageurs maritimes, et des « itinéraires » terrestres, liés aux transports et aux transmissions, sommes de connaissances empiriques, donc, et d'autre part la « géographie » (description de la Terre) et la « chorographie » (description textuelle ou représentation cartographique de régions particulières), fondées sur des connaissances astronomiques et mathématiques (mesure du méridien terrestre, triangulation). Il en résulte, à l'époque d'Auguste, la représentation du monde habité (l'« œcumène ») comme une sorte de trapèze situé au milieu de l'hémisphère nord et dont la Méditerranée constitue à peu près le cœur. De nombreuses cartes et figures illustrent ce bilan.

Mais l'ouvrage de C. Nicolet, spécialiste des systèmes politiques antiques, auquel on doit *Le Métier de citoyen dans la Rome républicaine* (Paris, Gallimard, 1976), n'est que secondairement un livre d'histoire des sciences : à Rome, la géographie et la cartographie sont avant tout militaires, politiques et administratives. Née de la guerre et de la conquête (accessoirement du grand commerce terrestre et maritime), la carte fut d'abord à Rome un objet « triomphal », c'est-à-dire la représentation ostentatoire, sur des tableaux portés dans le cortège processionnel des vainqueurs, des nouveaux espaces soumis au pouvoir du peuple romain. Et comme un thème idéologique courant assimilait hyperboliquement empire romain et terre habitée (c'est le fameux : « Souviens-toi, Romain, que tu as à guider les peuples sous ta domination » de Virgile), la représentation du globe terrestre eut dès le I^{er} siècle avant Jésus-Christ le même caractère triomphal, sur les monnaies des généraux vainqueurs et sur les statues des conquérants, Pompée et César.

C'est précisément au moment où l'Empire atteint un premier point d'équilibre, sous Auguste, que se situe le centre de gravité de l'étude de C. Nicolet, marqué par un monument, la carte d'Agrippa (chap. v), et un texte, les *Res gestae diui Augusti* (chap. 1). Nous n'avons que des témoignages littéraires sur cette carte, exposée dans un portique de Rome par ordre de Marcus Agrippa, amiral puis collègue et gendre d'Auguste, et achevée par celui-ci (d'où une analyse philologique serrée, qui caractérise d'ailleurs tout l'ouvrage ; textes latins et grecs sont cités, traduits et discutés) : elle représentait peut-être l'ensemble du monde habité, au-delà même des limites de l'empire romain ; ainsi le monde habité, *orbis*, était-il présenté à la Ville, *urbi*. Cette utilisation politique de la carte géographique ne sera pas oubliée dans les années 30, quand Mussolini fera afficher, le long de la Via dei Fori Imperiali nouvellement percée pour servir aux parades militaires, des cartes de l'empire romain et du nouvel empire colonial italien. Parallèlement, un bilan de sa vie politique laissé par Auguste, les *Res gestae* (« Actes ») *diui Augusti*, gravé à l'intention du peuple sur son mausolée à Rome et dans d'autres villes de l'Empire (on le connaît par une inscription bilingue trouvée à Ankara), énumérait les villes, peuples et provinces conquis par Rome sous son principat ; il contient cinquante-cinq noms géographiques et C. Nicolet le lit donc comme une sorte d'image de la représentation augustéenne du monde habité.

Il ne s'agissait pas seulement pour Auguste, successeur des grands généraux de la fin de la République, de mettre sous les yeux du peuple une représentation figurée du monde romain ou des listes de conquêtes : il fallait aussi mesurer la Terre, compter les hommes, apprécier les ressources agricoles, enregistrer les titres de propriété foncière et évaluer les fortunes, pour agir, administrer, gouverner. La Rome républicaine connaissait certes des procédures de recensement des personnes et des biens, comme le *census* (chap. vi), qui servaient aussi de fondement au classement politique des électeurs, à la répartition des mobilisables dans l'armée, ou aux distributions d'argent et de blé. Elle utilisait aussi des techniques de cadastration, liées souvent aux distributions de terres lors des fondations de colonies. Mais c'est un des mérites d'Auguste, véritable héros du livre, d'avoir su, quand il le fallait, tenir compte des contraintes nouvelles nées de l'agrandissement de l'Empire : grâce à ses réformes, les vieilles structures démographiques (le cens républicain, obligeant les citoyens à faire eux-mêmes une déclaration verbale, à Rome, devant les magistrats), administratives (la disparité des municipes, colonies, peuples de l'Italie, inclus avec la ville même de Rome sans logique géographique dans les vieilles « tribus ») laissèrent place à des structures plus générales, un recensement étendu aux provinces et effectué localement (on connaît le fameux « recensement de tout le monde habité » de l'*Évangile de Luc* : « et tous allaient se faire inscrire, chacun dans sa ville »), et de nouvelles circonscriptions administratives : les douze régions de l'Italie et les quatorze régions de Rome (chap. viii et ix). Après la lecture du livre de C. Nicolet, l'image d'une Rome sous-administrée ne devrait plus avoir cours.

En même temps que l'administration se rationalisait, elle se centralisait aussi et essayait de conserver la trace matérielle des données collectées localement : chiffres de population, revenus, cadastres locaux. D'où des procédures de transmission et d'archivage, encore mal connues (on en sait plus sur l'archivage des lois gravées sur tables de bronze que sur celui des documents administratifs) : là encore, c'est un document épigraphique, la Table d'Héraclée, difficile à dater et à interpréter, qui nous livre l'essentiel de l'information. On en tire la certitude qu'à la fin de la République, les chiffres des recensements locaux étaient transmis et archivés à Rome.

Le titre d'un des chapitres, « l'organisation administrative de l'espace », définit bien le propos du livre, qui rend compte, en définitive, de l'évolution d'une cité antique conquérante de royaumes, de cités et de peuples, caractérisée par une grande disparité des statuts des individus et des communautés et l'absence de continuité territoriale, à un État territorial centralisé dont l'administration élabore et archive des statistiques, recense, cartographie, cadastre.

Le livre de C. Nicolet est un ouvrage d'une minutieuse érudition, qui utilise également la documentation littéraire (Strabon et Pline, pour l'essentiel), épigraphique, numismatique et archéologique (y compris les toutes récentes fouilles du Sebasteion d'Aphrodisias, en Asie mineure, qui reproduisait en partie l'organisation du Forum d'Auguste, à Rome), mais cette érudition est mise au service d'une perspective globale et novatrice : évaluer des techniques concrètes d'administration et leur arrière-plan scientifique et idéologique. C'est dire que ses lecteurs ne

se recruteront pas dans le seul public des antiquisants et qu'il s'adresse en fait à tous ceux qu'intéresse la genèse de l'État moderne.

Philippe MOREAU.

Numa BROC, *La Géographie de la Renaissance : 1420-1620*. Rééd. Paris, Comité des travaux historiques et scientifiques, 1986. 13 × 19, 258 p., ill. (« C.T.H.S. Format », 1).

On est heureux de signaler la réédition en format de poche, mais à l'identique (les illustrations ont un peu souffert), du petit ouvrage si dense de Numa Broc publié en 1980, comme le tome 9 des Mémoires du C.T.H.S., Section de géographie. C'est en quelque sorte le troisième volet de l'éducation géographique de l'honnête homme sous l'Ancien Régime, complétant ainsi la *Géographie des humanistes* du P. de Dainville pour le XVII^e siècle (1940) et la *Géographie des philosophes* de N. Broc lui-même pour le XVIII^e siècle (1975). Mais l'humanisme de la Renaissance s'accommodant mal des frontières, l'Auteur n'en tient pas compte. Il renoue ainsi avec la tradition des travaux de Gallois à la fin du siècle dernier. Il faut distinguer nettement l'ouvrage de N. Broc de l'étude de W. G. L. Randles, *De la Terre plate au globe terrestre, une mutation épistémologique rapide, 1480-1520*, paru la même année (1980), qui se place dans la lignée des recherches de Duhem, dans une perspective cosmologique et cosmographique du système du Monde. Les deux points de vue complètent la physionomie d'une époque de foisonnement à tous les niveaux. L'ouvrage de N. Broc est conçu un peu différemment de celui de Penrose, *Travel and Discovery in the Renaissance* (1952). Tous deux ont adopté les mêmes dates extrêmes. 1420 correspond en gros à la traduction de la *Géographie* de Ptolémée du grec en latin, à la redécouverte de Strabon, à la prééminence de Florence (Concile de 1440, rôle de Toscanelli), à la rédaction de l'*Imago Mundi* de Pierre d'Ailly, à la première carte moderne des pays du Nord par Claudius Clavus, au début de la navigation atlantique le long de l'Afrique (Henri le Navigateur, cap Bojador franchi en 1434). 1620, c'est le grand développement des publications de descriptions géographiques, de guides, d'atlas ; on continue à explorer, mais on commence à organiser les connaissances acquises dans chaque pays. Si Penrose donnait la priorité aux voyages, N. Broc envisage plutôt ceux-ci dans leur répercussion sur les publications, manuscrites ou imprimées, d'ouvrages et de cartes, et sur les mentalités, comme le prouve l'énoncé des titres des quinze chapitres : 1. Ptolémée et Christophe Colomb ; 2. Connaissance des grandes découvertes ; 3. Les grandes collections de voyages ; 4. Cartographie des découvertes ; 5. Le renouveau de la cosmographie ; 6. Sébastien Münster, l'apogée du genre descriptif ; 7. Les successeurs de Sébastien Münster ; 8. Chorographie et topographie, une géographie régionale ; 9. L'essor de la cartographie régionale ; 10. Grands voyages et regards sur l'Ancien Monde ; 11. Terres nouvelles et terres imaginaires ; 12. Mercator, les projections, les atlas ; 13. De Florence à Anvers, l'éducation géographique de l'Europe ; 14. Empreintes : I. Géo-

graphie et art pictural ; 15. Empreintes : II. Géographie et littérature. En conclusion, N. Broc estime avec Vidal de La Blache que le progrès de la géographie est « l'expression d'un développement d'idées et non le résultat direct [...] de l'extension des découvertes ». On le voit, cet ouvrage mérite de devenir un manuel classique.

LUCIE LAGARDE.

« Géopolitiques de la France », *Hérodote*, 40, 1^{er} trim. 1986.

Avec ce numéro, la revue *Hérodote* célèbre ses dix années d'existence, puisqu'elle naissait en 1976, à l'initiative d'un groupe de collaborateurs réunis autour d'Yves Lacoste et de l'éditeur François Maspero.

Malgré cette relative jeunesse, l'importance de la contribution d'*Hérodote* au renouvellement de la pensée géographique française est incontestable. Comme les rédacteurs nous le rappellent en avant-propos de ce numéro anniversaire, *Hérodote* est devenue « presque une institution », en même temps, remarquons-le, que l'un des plus importants succès d'édition de la géographie française actuelle.

L'accueil réservé à cette publication fut pourtant très critique, l'origine de plusieurs collaborateurs (l'Université de Vincennes) et la réputation prêtée à François Maspero y contribuant sans doute. *Hérodote* fut dénoncée comme une entreprise de déstabilisation, menée par quelques militants excités, dont les attaques contre la géographie établie s'assimilaient à une tactique de la terre brûlée.

De fait, dès l'origine, la revue emprunta un ton volontairement polémique, dénonçant une géographie mystificatrice, au niveau scolaire ou universitaire. D'apparence « bonasse » et inutile, cette géographie évacuait de son discours le fait politique et stratégique, tandis que militaires, capitalistes ou impérialistes en avaient fait un outil de domination ou de décision. Il s'agissait donc, non de détruire, mais de transformer la discipline en « une géographie alternative et combattante », de rendre aux citoyens ou groupes dominés la maîtrise de cet instrument que constituait le « savoir-penser l'espace ».

L'intérêt d'*Hérodote* aurait sans doute été réduit si l'on s'en était tenu à ces positions ou accusations sans nuance. Tout savoir est stratégique, pouvait-on opposer à cette « révélation » de la dimension stratégique de la géographie. D'autre part, le fait politique n'était pas, avant *Hérodote*, systématiquement évacué par les chercheurs ou les professeurs. Ne s'agissait-il pas d'exagérer la mystification, pour mieux paraître démystifier ? N'y avait-il pas aussi une exagération de l'immobilisme, pour paraître plus novateur ? Car enfin, s'il était bon de pallier les silences d'une certaine géographie, la méthode d'analyse ne changeait guère, ironisait le géographe grenoblois H. Chamussy, avec l'ajout de « guérilleros sur les surfaces d'érosion ». Les années 1970 voyaient d'ailleurs une profonde mutation de la pensée géographique française que ne peut résumer la seule fondation d'*Hérodote*.

Si la revue causa un « utile scandale » et favorisa les prises de conscience, nous ne pensons pas qu'il faille privilégier dans son contenu les aspects politiques et

militants. Au reste, la guérilla idéologique promise par les rédacteurs s'est peu à peu atténuée. L'œuvre de Pierre Gourou, considérée comme significative de l'idéologie coloniale et choisie, dans les premiers numéros, comme exemple de mystification, est dite progressiste en 1984. Des géographes « classiques », tels Jean Tricart, Pierre Birot, Gilles Sautter, Jacqueline Beaujeu-Garnier ou Paul Claval, reviennent au fil des sommaires. La rédaction ne s'attardera pas sur cet infléchissement. Un « compagnon de route », Olivier Bernard, jugeant du parcours d'*Hérodote* dans le numéro 23, livre l'explication suivante : « l'apparition dans la revue de signatures de géographes dont les écrits, les positions, les pratiques d'enseignants passaient, avant et après mai 1981, pour réactionnaires, incertains ou neutres a constitué à mon sens une tentative clairvoyante de reclassement des compétences, de rassemblement non doctrinaire pour mettre en échec les assauts furieux que subissait l'institution, quand semblait même en jeu sa simple survie. » Faut-il mettre au crédit de René Haby et Alice Saunier-Seïté (responsables des « assauts furieux ») les retrouvailles entre iconoclastes de Vincennes et mandarins de la géographie française ? L'explication est autre selon nous : la polémique une fois éteinte, il n'était pas envisageable, d'une part, d'ignorer l'importance et l'impact de la nouvelle revue et, d'autre part, de perpétuer le mythe de l'immobilisme de l'*establishment*. Saluons donc le rassemblement non doctrinaire ou la part faite à la géographie des neutres. Nous n'y voyons pas, loin de là, une faiblesse d'*Hérodote*.

La revue, malgré de sombres prédictions, n'a pas affaibli ni déconsidéré la géographie. Le bilan de dix années d'existence fait apparaître, au-delà d'anathèmes ou de déclarations trop péremptives qui n'auraient pu fonder durablement un succès tel que celui d'*Hérodote*, l'originalité de la démarche et des curiosités.

Hérodote s'est, bien sûr, fait l'écho des grands débats géographiques (la place de la géographie physique, les concepts de région ou de paysage) mais a surtout encouragé une réflexion interdisciplinaire, convoquant des sciences parfois proches, comme l'écologie ou la géomorphologie, mais insistant encore sur les liens entre la géographie et l'ethnologie, ou la philosophie.

Dans le numéro 40, l'hommage rendu par Yves Lacoste à Fernand Braudel, symbolise également l'attention portée à l'histoire. En histoire de la géographie, on exhuma surtout des œuvres emblématiques : *Hérodote*, visant une réappropriation de la mémoire de la discipline, permit la redécouverte des travaux d'Élisée Reclus, et de l'ultime ouvrage de Vidal de La Blache, *La France de l'Est*. S'y ajoutent d'utiles mises au point, accompagnées de morceaux choisis, sur Jules Verne, Carl Ritter ou Friedrich Ratzel. La géographie historique n'est pas négligée : le numéro anniversaire propose ainsi une étude de Marie-Vic Ozouf-Marignier sur la création des départements français, et de Michel Foucher sur « l'invention de nos frontières ».

Toutefois, le succès de la revue repose essentiellement sur les numéros à thème géopolitique. *Hérodote* a su accompagner le mouvement d'intérêt pour la géopolitique et la géostratégie, dont pourrait témoigner, par ailleurs, le retentissement d'un ouvrage tel que l'*Atlas stratégique* de Gérard Chaliand.

Cette option thématique a pu donner d'excellents résultats, ainsi les *géopolitiques de la mer* (n^o 32) ou les *géopolitiques des islams* (n^{os} 34 et 35). Le numéro 40, qui étudie à différentes échelles les problèmes géopolitiques de la France,

complète opportunément les analyses présentées antérieurement sur « ces îles où l'on parle français » (n^{os} 37-38). Hérodote a probablement élargi son audience en contribuant à la réflexion sur de grandes questions d'actualité, nationales ou internationales (la régionalisation, le Nicaragua, le Proche-Orient...), en traitant des « points chauds » (titre du n^o 18) de notre monde. Pourtant, nous souhaiterions, pour notre part, un approfondissement (une épistémologie ?) de cette notion de géopolitique. S'agit-il de donner un vernis géographique aux problèmes contemporains, de mettre en situation spatiale, comme on met en scène, les problèmes politiques ? Ne retirant pas toujours l'enrichissement que l'on était en droit d'attendre de la confrontation entre géographie et politique, on est fondé à s'interroger sur l'objet et la méthodologie géopolitique. Certains articles ont un contenu qui se démarque assez peu de celui de quelques grands hebdomadaires d'information. L'analyse, malgré les nouveautés de vocabulaire (les régions devenant ainsi « structures géopolitiques internes »), relève-t-elle toujours d'une nouvelle géographie ?

Gilles PALSKY.